



Dépêche n°119545

Paris, Mardi 15 septembre 2009, 18:44:59

Cyril Duchamp

Ligne directe: 01 53 10 39 37

Archives ouvertes : le projet européen Peer analyse l'impact économique réel de l'Open access

Définir une politique éditoriale fiable pour l'IST (information scientifique et technique) nécessite de « déterminer l'impact économique réel d'un dépôt dans les archives ouvertes » par rapport au modèle traditionnel des éditeurs, ainsi que son impact en terme d'accès et de valorisation au sein du paysage européen de la recherche. C'est ce qu'indique à AEF Jacques Millet, délégué à l'information scientifique à l'Inria. Il expose les enjeux du projet européen Peer (Publishing and the ecology of european research, www.peerproject.eu), porté par l'Inria, et qui vise à créer « un observatoire objectif des usages et pratiques des communautés vis-à-vis des accès ouverts ». L'objectif affiché est d'analyser précisément les deux modèles qui se font face, pour comprendre comment faire évoluer les approches économiques de l'édition scientifique. Le projet a démarré en septembre 2008 pour trois ans.

Peer est inscrit dans le cadre du programme eContent+. Il réunit la STM (international association of scientific, technical and medical publishers), l'ESF (European science foundation), la Göttingen state and university library, l'institut Max Planck, l'Inria. Les partenaires techniques sont la fondation Surf, l'université de Bielefeld (Allemagne) et la bibliothèque nationale des Pays-Bas (Koninklijke bibliotheek). Entre 200 et 300 journaux sont fournis par une dizaine d'éditeurs(1). La moitié de ces ressources sont déposées par les éditeurs, l'autre moitié par les auteurs qui bénéficient d'une autorisation d'auto-archivage.

TROUVER DE NOUVEAUX MODÈLES

« Nous sommes partis du constat que l'accès aux résultats de la recherche publique est différemment perçu selon qu'on est établissement ou éditeur, notamment en raison de l'objectif économique de ce dernier. S'il y a bien convergence sur le principe de donner accès aux résultats de la recherche aux usagers, les modalités divergent. » A cet égard, le projet Peer intervient dans un contexte de « mouvement global initié en faveur de l'accès ouvert par les communautés scientifiques, comme [ArXiv](http://arxiv.org) », note Jacques Millet. Apparaissent également « de plus en plus d'obligations institutionnelles de déposer dans des archives ouvertes », à l'instar de la position prise par l'ANR en France (AEF n°[87036](#)). Reste que « globalement, les archives ouvertes représentent au mieux 10 % à 15 % de la production mondiale, toutes disciplines confondues. La situation est ensuite très variable d'une discipline à une autre .

Les « divergences » de point de vue entre la recherche publique et les éditeurs concernent aussi les « périodes d'embargo imposées contractuellement aux auteurs pour retenir le dépôt ou l'utilisation publique d'un article », souligne Jacques Millet. La divulgation des résultats de recherche peut alors prendre parfois plusieurs années, et « il s'agit là typiquement d'un casus belli entre éditeurs et établissements ». Des « terrains d'entente » sont parfois trouvés entre établissements, éditeurs et sociétés savantes, mais « le paysage est très contrasté ». Ainsi, certains éditeurs pratiquent le libre accès, d'autres « s'y opposent de façon résolue. La situation n'est pas tranchée, il existe d'ailleurs des annuaires répertoriant les éditeurs selon leur attitude vis-à-vis de l'open access (www.sherpa.ac.uk/romeo). »

Peer est un « projet technique » dont l'enjeu est de « fournir des données utiles aux chercheurs sur les utilisations des archives ». La remontée des données peut avoir pour conséquence de « bousculer les modèles économiques traditionnels et émergents de l'édition », prévient Jacques Millet. « Un des grands résultats attendus est d'avoir des politiques claires à partir d'observations avérées ». L'objectif affiché est bien de parvenir à « d'autres modèles économiques où les parties prenantes trouveraient leur compte : les enjeux sont cruciaux » car ils concernent « la modification des politiques d'acquisition » de l'information scientifique et technique, et de pérennisation de l'accès aux archives.

(1) *BMJ publishing group, Cambridge university press, Elsevier, IOP publishing, Nature publishing group, Oxford university press, Portland press, Sage publications, Springer, Taylor & Francis group, Wiley-Blackwell*



Contact : Peer, Jacques Millet, Jacques.Millet@inria.fr
www.peerproject.eu

Lire aussi dans les dépêches :

[Bibliothèques : « Nous revendiquons du libre accès pour tous, financé par des fonds publics » \(Hans Geleijnse, président de Liber\)](#)
AEF du 2 juillet 2009, n°116746

[Information scientifique et technique : le ministère travaille sur un dispositif de « licences nationales »](#)
AEF du 9 juillet 2009, n°117166

[Politique nationale documentaire : le consortium Couperin, l'ADBU et l'Aura émettent des recommandations communes](#)
AEF du 3 juin 2009, n°114950

[Information scientifique et technique: des mesures "radicales et unificatrices" sont nécessaires, selon le rapport de Jean Saleçon](#)
AEF du 8 août 2008, n°100156

[Archives ouvertes: l'EUA se prononce en faveur de l'open access](#)
AEF du 29 janvier 2008, n°90678

Dépêche n°119545 © Copyright AEF - 1998/2009 - 57983

Conformément au code sur la propriété intellectuelle, toute reproduction ou transmission, de cette dépêche est strictement interdite, sauf accord formel de AEF.